

Domaine : Droit, Economie, Gestion Mention : Droit des affaires Spécialité : Environnement, sécurité et qualité de l'entreprise

RNCP5696 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	344r, 128g
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université Paul Cézanne(Aix-en-Provence) Aix-Marseille III

<http://www.univ.cezanne.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le diplômé est immédiatement «opérationnel». Ce professionnel :

- conseille l'entreprise et/ou les institutions concernées par l'environnement dans leur politique de développement durable,
- conseille l'entreprise dans ses politiques de rejets industriels ,sécurité au travail, prévention des risques technologiques,
- élabore et suit l'instruction d'un dossier « Installations classées pour la protection de l'environnement» jusqu'à son approbation par l'autorité compétente,
- réalise un audit de conformité dans les domaines de l'environnement et de la sécurité,
- élabore le document global « risques » prescrit par le Code du travail,
- met en place un système de management de l'environnement de l'entreprise (ISO 140001),
- conseille l'entreprise en matière de fiscalité environnementale,
- traite le contentieux civil, pénal, administratif, pouvant découler des obligations environnementales ou de sécurité,
- gère les relations avec les partenaires privés ou institutionnels de l'entreprise dans les domaines de l'environnement et de la sécurité,
- gère les relations avec les partenaires privés ou institutionnels de l'entreprise dans les domaines de l'environnement et de la sécurité,

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Le diplômé maîtrise le droit européen et français de l'environnement et de la sécurité. Il est le garant pour l'entreprise du respect de la réglementation en matière d'installations classées, de rejets et nuisances de toute nature, de sécurité au travail, de prévention des risques, de fiscalité environnementale. - Le diplômé maîtrise le droit des affaires. Il est formé à la gestion des conflits et à la communication, il contribue à la rédaction des contrats pour lesquels les obligations environnementales ont une incidence (clause de garantie de passif dans un contrat?), il

réalise un audit de reprise en cas d'acquisition d'entreprise, il prévient les conflits par un dialogue avec le public et les associations de protection de l'environnement, il est capable de répondre aux appels d'offre, afin de veiller à une bonne communication de l'entreprise avec les tiers.

- Le diplômé maîtrise les techniques du management environnemental, il élabore la charte environnementale de l'entreprise, il mène à son terme pour l'entreprise la démarche de certification ISO, afin de mettre en oeuvre la politique de développement durable de l'entreprise ;
- Le diplômé maîtrise le droit de la responsabilité, de l'assurance, le droit répressif de l'environnement et de la sécurité afin de prévenir et gérer les éventuels contentieux.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Ce professionnel travaille en entreprise, en cabinet de consultant et dans les institutions intervenant dans le domaine de l'environnement.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Ce professionnel peut prétendre à occuper au sein d'une entreprise ou de toute institution intervenant dans le domaine de l'environnement les fonctions de : - responsable environnement, sécurité, qualité,

- juriste d'entreprise, directeur juridique,
- juriste au sein d'une collectivité territoriale dans un service environnement,
- juriste au sein d'une ONG environnementale,
- juriste au sein d'une association de protection de l'environnement ou d'une association de consommateurs,
- Conseil en management environnemental.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jurys composés de 50% d'enseignants et de 50% de professionnels

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jurys composés d'enseignants et de professionnels conformément aux textes

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.univ-cezanne.fr/>, <http://www.validationdesacquis.univ-cezanne.fr/> , poip.aix@univ-cezanne.fr

<http://www.univ-cezanne.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/5696/>